

LE PEUPLE BRETTON

0,60

ORGANE DE L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE

MENACES SUR LA PÊCHE

Le 3 juillet dernier, à Quimper, les touristes ébahis ont vu défiler 3 000 marins-pêcheurs, ouvrières d'usines et employés de coopératives portant coiffes et pancartes. Il ne s'agissait pas, bien entendu, d'une préfiguration des fêtes de Cornouailles, bien que les manifestations de revendication fassent partie du folklore de la V^e République. Avec un certain recul nous pouvons juger plus sereinement les événements et en tirer certaines conclusions dans l'analyse du contexte politique et social qui nous préoccupe.

Pour les initiés, le plus étrange était certainement la présence d'armateurs et de conserveurs qui marchaient devant une banderole au sigle de la C.G.T. Quelles circonstances fortuites avaient pu déterminer un tel rapprochement ?

DEBRÉ CONTRE PISANI

Nous le devons à l'inimitable Debré qui, en période préélectorale, cherche par tous les moyens à prouver que les prix restent stables. La « manipulation » de l'indice des prix en est une conséquence directe : on importe telle quantité de tel produit de façon à casser le marché français, sans

soucis du producteur. C'est ainsi que, le 9 juin, notre grand homme décidait d'importer 4 000 tonnes de conserves de thon et 4 000 de sardines, alors que ce jour même le Comité interprofessionnel du thon (ignorant bien entendu les divagations du ministre) votait une aide... à l'exportation de conserves de thon. La Marine marchande, mise au courant dès le lendemain, protestait sans résultat, tandis que le ministre de l'Équipement (dont dépend la Marine marchande !) tentait vainement sa chance en Conseil des ministres.

Il est vrai que, M. Pisani n'étant pas U.N.R., doit faire quelques concessions afin d'obtenir des sièges aux prochaines législatives. Par ailleurs, nul n'ignore que notre cher barbu, s'il connaît bien les besoins de l'agriculture, distingue mal une sardine d'un maquereau. Or, on raconte officieusement que le jour du Conseil des ministres il avait égaré le papier sur lequel les services de la Marine marchande lui avaient donné les principaux arguments pour lutter contre les importations. Edgar n'est vraiment pas sérieux !

Devant la détermination de Debré, les différents comités interprofessionnels de

la pêche adoptaient une position non moins ferme et invitaient toutes les organisations maritimes à manifester à Quimper. C'est ainsi que, pour la première fois peut-être, syndicats patronaux et de marins se trouvaient solidaires pour défendre leurs intérêts.

LIBÉRATION DES ÉCHANGES

Car les conséquences économiques de ces mesures sont telles qu'elles peuvent précipiter l'industrie de la pêche bretonne dans une situation dont elle aurait du mal à se remettre.

Faire baisser le prix de la boîte de conserve, c'est bien ; à condition que la qualité reste la même, à condition que les conserveurs puissent diminuer leur marge, à condition que les marins puissent produire du thon moins cher... Ces conditions ne pouvant être réunies, les mesures prises par notre cher ministre mettent en cause le sort de plusieurs milliers de travailleurs. Sans compter la méconnaissance des organismes interprofessionnels qui ont eu tant de mal à combattre l'anarchie de l'industrie de la pêche.

(Suite page 4)

TOURISME ELECTORAL

AU FAR-WEST

Parmi les milliers de touristes qui ont séjourné en Bretagne, nous ne voudrions pas ignorer la présence de certains d'entre eux et les laisser repartir comme cela vers leurs lourdes tâches...

A tout seigneur, tout honneur : le Premier hexagonal français a passé ses vacances à Fouesnant dans une jolie villa appelée Ker Naeret. Il a fait des parties de pêche en mer et du tourisme "incognito" : on l'a vu un peu partout en Sud-Cornouaille. Tout à son "incognito", il n'a pas remarqué de diaboliques journalistes, qui eux l'ont remarqué ; ils ont dévoilé sa "retraite", brisant ainsi sa "solitude bretonne". Surtout qu'il ne s'en prenne pas à Mme Ploux, député de Châteaulin. Il est fort improbable qu'elle ait alerté les photographes pour qu'ils prennent la poignée de mains que lui a donné le Premier lors de la visite "incognito" qu'elle lui avait demandée.

Le second visiteur illustre (mais le premier par la puissance) a été M. le Ministre des Armées, "Messmer-la-bombe" affectueusement appelé par les gens du pays : Mess mère de mes armées françaises. C'est presque un compatriote ! Il est chez nous comme chez lui ! Pensez donc, un si vaste propriétaire terrien ! Peu à peu et sans bruit, il s'est approprié Coëtquidan, Meucon, Brennilis et les presqu'îles de Quiberon et de Crozon, sans compter d'autres lopins de terre perdus dans la lande bretonne.

Cependant, c'est aussi un hardi navigateur. Il s'est fixé à Saint-Gildas-de-Rhuys où il s'est fait construire une coquette villa tout confort et un port pour son yacht. (Songez qu'il devait remonter jusqu'à Port-Navalo pour trouver un mouillage, c'est trop loin !) Oh ! un petit abri de pas grand-chose : 90 mètres de long, pour une bagatelle de 50 millions d'anciens francs. Quant à son épouse, qui adore se déguiser en bretonne, elle s'occupe avec beaucoup de dévouement d'un "groupe folklorique".

Le grand économiste Michel Debré est très économiste dans sa discrétion. Il possède à Préfaïlles (L.-A.) une superbe villa, "Les Pins", en même temps qu'une île à la pointe de Noirmoutier : l'île du Pilier. Avec sa grosse vedette, M. Debré peut s'y rendre facilement et organiser des pique-niques décontractés loin de la curiosité malsaine du peuple.

Le dernier de nos illustres estivants, André Bettencourt, secrétaire d'Etat aux Transports, a passé ses vacances à la Pointe de l'Arcoest (Côtes d'Armor). Iffig lui aurait souhaité de combiner tourisme et information en se faisant "transporter" par le petit chemin de fer colonial de l'Argoat, de Guingamp à Carhaix. Et s'il ne lui avait pas trouvé d'intérêt économique, espérons que l'intérêt touristique l'aurait touché. Le petit tortillard aurait reçu la promesse de subsister, à la plus grande joie des touristes. Ça aurait fait tellement Far-West !!!

L. PICHOT.

DEUX REGIMES : Deux conceptions de l'aménagement du territoire

DEUX ETATS FORT DISSEMBLABLES

La Hongrie et la France sont deux Etats très dissemblables, tant par la différence de leurs dimensions, de leurs populations, de leur régime politique que par la dissemblance du traitement réservé aux ethnies allogènes qu'ils englobent :

En Hongrie, les minorités, qu'elles soient allemandes, slovaques, yougoslaves ou roumaines, ont leurs propres écoles, leurs organisations de masse, leurs journaux (1), tandis qu'une section des nationalités fonctionne au ministère de l'Éducation.

En France, on sait le sort de tout ce qui est « différent » des normes officielles : le nivellement autoritaire.

UN GRAND PROBLÈME COMMUN

Un point commun cependant : la présence d'une capitale énorme qui attire vers elle le potentiel intellectuel des régions, les industries, les revenus. En Hongrie comme en France, c'est près du cinquième de la population qui vit dans l'agglomération de la capitale politique : plus de 9 millions sur 48 en France, près de 2 millions sur 10 en Hongrie.

De plus, alors que dans des Etats aussi différents que l'Allemagne fédérale, l'Italie, l'U.R.S.S., il existe un réseau de villes d'importance comparable à celle de la capitale, en France comme en Hongrie, le centre politique n'a pas laissé se déve-

lopper de métropole régionale véritable : Pecs, seconde ville de Hongrie, ne compte que 134 000 habitants, soit 14 fois moins que Budapest. Marseille, seconde ville française, en compte 700 000, soit 12 fois moins que Paris.

Dans les deux pays, on a conscience des problèmes que posent ce déséquilibre, cet appauvrissement relatif quasi-général des régions.

On réclame, pour y remédier, une décentralisation véritable qui transférerait aux régions une partie des attributions de la capitale. On demande qu'elle ne joue plus que le rôle de coordinateur, au lieu d'une dictature qui met au pillage une bonne partie du pays. C'est là que s'arrête la similitude entre les deux Etats, malheureusement pour les Bretons.

DEUX ATTITUDES DIAMÉTRALEMENT OPPOSÉES

En Hongrie, conscients de l'appauvrissement des régions, tous sont d'accord, gouvernement y compris, pour mettre un terme à la croissance de Budapest pour transférer dans les « provinces » la plus grande partie des activités économiques. On a décidé de limiter à 2,3 millions d'habitants (maximum) la population de Budapest en 1980, soit une croissance maximale de 15 % en quinze ans. Et comment y parvenir ? Les planificateurs hongrois ont

trouvé la solution : toutes les nouvelles créations d'usines, donc d'emplois, seront faites dans les « provinces ». L'efficacité de ces mesures est encore accrue et garantie par l'inexistence de zone de salaires : à travail égal, dans toute la Hongrie, l'ouvrier reçoit un salaire égal.

En France, la politique intérieure et extérieure est guidée par un nationalisme virulent, qui ne vise qu'au prestige, à la grandeur, à la conservation sociale, autels sur lesquels on sacrifie la légitime ambition des travailleurs à vivre chez eux dans la dignité. La France est une « puissance mondiale » à laquelle il faut une « capitale mondiale », digne pendant de New York ou de Tokyo : de 10 millions d'habitants, on espère passer à 16, et ce n'est qu'un premier pas, pour 1980. Vingt (2) ou 25 millions en 2000 ? Ce n'est pas impossible et la priorité donnée à l'aménagement du district de la région parisienne, alors que la plupart des incitations à la décentralisation industrielle sont mises en veilleuse, est bien faite pour y contribuer.

Avec le modérantisme serein qui le caractérise, le journal *Le Monde* notait récemment : « En examinant les résultats de l'Action régionale du gouvernement, on peut constater que sa politique est plus systématique, plus volontaire pour la région parisienne alors qu'elle apparaît plus hésitante pour les régions de province » (20-8-66).

C'est donc de 100 % que Paris risque de s'accroître d'ici 1985 et c'est la Bretagne

(Suite page 2)

(1) Tziganes et Juifs exceptés : grave injustice.

(2) Chiffre obtenu en retenant le rythme de progression industrielle proposé par l'ASSEPAR (Association d'études parisiennes pour l'aménagement régional).

Edito

Dans notre précédent éditorial, nous insistions pour que, face au problème des institutions régionales, certains éléments de la gauche bretonne abandonnent leurs complexes. En effet, il nous paraît qu'il ne suffirait pas que telle ou telle institution démocratique plus ou moins autonome soit accordée à l'échelle de la Bretagne pour que, du jour au lendemain, tous les problèmes soient résolus comme par enchantement. C'est méconnaître, d'une part, les exigences de la démocratie et, surtout, c'est méconnaître l'importance de l'aliénation coloniale à l'européenne qui étouffe la mentalité de nos compatriotes. Il est indispensable de mener la lutte sur ce front : la maturation des esprits doit se faire dans le même temps où l'idée d'une assemblée bretonne, démocratiquement élue, aux pouvoirs de décision, commence à être intégrée — sinon acceptée — dans les programmes de quelques organisations politiques.

On ne s'étonnera pas qu'évoquant cette maturation des esprits nous revenions sur le problème des élites ou responsables locaux. Quelques exemples nous aideront à cerner le problème. Les cadres locaux du Parti communiste français, par exemple, furent bien décontenancés quand les organes directeurs du parti leur apprirent que de nouveau la Bretagne existait et même qu'elle devait vivre "heureuse dans une France démocratique" — ce qui, du seul point de vue de l'analyse grammaticale, était un début de formulation d'autonomie. Ils n'étaient pas les seuls responsables : éduqués dans un jacobinisme strict qui les avait convaincus que le national-chauvinisme français faisait partie du message du communisme international, ils n'étaient pas prêts à cette reconversion. Un camarade nous rappelait récemment les réactions mitigées de militants communistes devant la péroraison lyrique en faveur de la Bretagne d'un orateur envoyé par le Parti ; forcés à être autres et ayant souvent souffert pour cette acquisition d'un Etre-autre, ils ont du mal à redevenir eux-mêmes.

Si l'on prend l'exemple de conseillers municipaux, de maires ou de conseillers généraux, la faillite est encore plus grande. Ecartelés entre la satisfaction venant de ce qui reste de prestige à ces fonctions et la tutelle dans laquelle ils sont pratiquement maintenus, transformés en quémanteurs leurs horizons se restreignent au tracé des limites de leurs communes ou de leurs cantons. Que survienne le drame des Forges d'Hennebont-Lochrist, le conseiller général de tel canton du Morbihan se tait, ne se sentant pas concerné ; sans avoir étudié le dossier, il adoptera sans sourciller le point de vue du gouvernement. S'il est proche de la côte, il s'orientera résolument vers le tourisme, sacrifiant tout à ce qui est la première industrie des pays sous-équipés (Portugal, Espagne). Qu'importe si la Bretagne se transforme en une immense hôtellerie et un grand village de retraités du bout de l'Europe. Dans cette optique, les problèmes économiques et sociaux sont affrontés avec un "bon sens" conservateur et rétrograde. A un échelon au-dessus, on trouve ceux qui ont, plus ou moins tôt, pris conscience de la nécessité d'une certaine industrialisation. De la plantation de panneaux invitant les industriels à s'établir à X... à la participation à un Comité d'expansion départementale ou cantonale ou aux instances "régionales" actuellement existantes, il y a toute une gamme. Pour les premiers, le fait de recevoir un numéro de la Vie bretonne, par exemple, était un début de prise de conscience bretonne — si ce numéro était lu — et la participation aux assises annuelles du C.E.L.I.B. — avant 1963 — ou aux combats engagés sur des points précis (primeurs, bataille du rail...) était pour eux un moyen d'autoformation. Aujourd'hui, les plus défavorisés se découragent, rejoignent le rang des battus. D'autres sont attirés par les technocrates au petit ou grand pied du pouvoir gaulliste. Souvent jeunes, sans idée politique, prenant soudain conscience de l'impuissance des moyens dont ils disposent, ils veulent continuer à se battre tout en restant apolitiques ; ils recherchent la protection ou l'appui d'une personnalité proche du pouvoir, croyant que ce maquignonnage constitue un des aspects de la démocratie. C'est ce maire d'une petite ville du Morbihan qui envoie systématiquement une photocopie de ses dossiers à M. Marcellin... Contre la moindre promesse ou réalisation, il devient prisonnier. Avec la création de la C.O.D.E.R. (Commission de développement économique régional), le gouvernement a réussi à mater le "régionalisme" plus ou moins opportuniste des "grands", comme les maires de Brest, de Rennes, à qui il reste le chantage du "poids" politique.

Rares sont, dans ces conditions, ceux qui restent lucides et voient encore le problème breton dans son ensemble et le sentent, non au travers de leurs intérêts, mais au travers du drame de ces vieux qui se suicident dans les villages qui meurent, des jeunes qui partent, des ouvriers de Citroën soumis à un paternalisme de choc. Avant d'aborder des mois où nous lutterons pour que de vraies institutions régionales soient aménagées, pensons aux hommes qui seraient chargés de les faire vivre.



BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

SIGNATURE :

— Adressez ce bulletin (découpé ou recopié) à : Union Démocratique Bretonne, B.P. 103, Rennes.

— Adressez le montant de la cotisation annuelle (deux journées de travail) à : UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE, B.P. 103, RENNES - C.C.P. 2 365-78.

MIROITIERIES DE L'OUEST

Installations de magasins — Produits verriers des manufactures

TY BOS - QUIMPER - Tél. : 6-47 et 37-47

LA VIE DU PARTI

SECTION DE RENNES

Une réunion est prévue pour le courant du mois de septembre, réunion de travail qui étudiera le rapport d'activité de l'année écoulée. Un bilan de l'activité des militants isolés pendant les vacances scolaires devra être fait.

SECTION DE BREST

Il n'est pas trop tard pour revenir sur la vente à la criée et la campagne d'abonnements réalisées lors du Festival des Cornemuses. Plus de 200 journaux ont été vendus. D'aucuns pourraient s'étonner de voir nos militants choisir ces fêtes pour vendre un journal politique. En dehors de la justification principale qui est d'affirmer absolument la dimension politique dans des journées où les "belles coiffes de dentelles" risqueraient de faire oublier le "colonialisme à l'européenne" dont souffre notre pays, les militants ont l'occasion d'expliquer les buts de notre parti aux touristes, mais aussi à nombre de nos compatriotes. Chaque vendeur pourrait apporter ici le souvenir de telle conversation avec un militant communiste de la banlieue parisienne ou avec un agriculteur des environs de Carhaix.

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR "LE PEUPLE BRETON"

Souvent, l'un ou l'autre ami se demande quoi faire pour la Bretagne, pour faire avancer nos idées dans un peuple si difficile parfois à toucher, sinon à convaincre. Nombreuses sont les manières d'aider la cause bretonne, à commencer — pour les plus convaincus, pour ceux qui ne reculent pas devant l'engagement logique et raisonné — en adhérant à l'U.D.B., seul parti

politique breton, seul parti politique au service des Bretons !

Mais il y a aussi, pour les membres de l'U.D.B., pour leurs amis, pour nos sympathisants, pour nos abonnés ou nos lecteurs occasionnels, un moyen très simple de concrétiser une satisfaction à la lecture de tel ou tel article, une satisfaction à la constatation de la régularité et de la tenue de leur journal, une satisfaction à l'idée que des jeunes Bretons et des moins jeunes aussi animent l'U.D.B. et son journal à une époque où l'on parle tant de démission de la jeunesse : ce moyen, c'est de fournir au **Peuple breton** beaucoup ou modestement de moyens supplémentaires pour progresser, pour faire face à la redoutable concurrence de la presse commerciale des "marchands de soupe" qui endorment notre peuple. Donner de l'argent à la souscription permanente du **Peuple breton**, ce n'est pas perdre son argent : c'est lui permettre de servir, lui aussi, notre pays : la Bretagne.

Huitième liste

Anonyme, Marly-le-Roi	20,00 F
Anonyme, Plouguerneau	10,00 F
L. M., Concarneau	10,00 F
Anonyme, un Breton du Maroc	10,00 F

Total de la huitième liste	50,00 F
Report des listes précédentes	528,02 F

TOTAL

578,02 F

Les participations à la souscription doivent être adressées à l'U.D.B., Boîte postale 103, C.C.P. 2365-78, Rennes, en précisant au dos de l'envoi : Souscription.

...Deux conceptions de l'aménagement du territoire

(Suite de la page 1)

qui doit fournir le quota le plus important de cet accroissement, puisque sa population active doit *diminuer*.

Un pas décisif sera donc franchi vers la désertification de la Bretagne et de beaucoup d'autres « régions » rendues excentriques par l'obsession gouvernementale de bâtir un contrepois démographique et industriel à la Ruhr : les Bretons peupleront la termitière parisienne, les fusées une Bretagne exsangue.

Quand on considère le sort réservé aux « provinces » sous-développées de Hongrie, promises à un développement industriel rapide, et le dépérissement accéléré qui attend, dans l'hexagone, tout ce qui ne satisfait pas la soif de grandeur du national-gaullisme et du capitalisme parisien — Lotharingie, axe Le Havre-Marseille, bassin parisien — on ne peut s'empêcher d'en tirer la leçon.

CONCLUSION : L'ALTERNATIVE SOCIALISTE

Pour s'opposer à la concentration géographique des activités industrielles demandée par le néo-capitalisme et la politique nationaliste, il importe de réclamer avec

force l'alternative socialiste à cette politique : la fin de la dictature parisienne, la limitation de la croissance de la capitale par une industrialisation rapide des « régions », enfin responsables de leur sort, l'instauration d'une démocratie véritable par l'octroi aux « régions » d'assemblées régionales élues, munies de pouvoirs de décision qui les soustrairaient à l'influence du nationalisme chauvin (3) comme du capitalisme parisien.

Cette alternative n'est possible que si la gauche rompt avec un traditionnalisme qui ne sert que les trusts et la droite, en reconnaissant la réalité des « entités régionales », originales, avec leurs problèmes économiques et humains particuliers : tout démocrate, tout socialiste ne peut que leur reconnaître le droit de les résoudre elles-mêmes. Seule une union de la gauche sur ce thème peut faire de ce droit une réalité : l'U.D.B., pour sa part, s'y emploiera de son mieux.

J.-J. MONNIER.

(3) Motivation unique d'une politique étrangère qui, si elle comporte des aspects positifs, n'en est pas moins de droite : voir l'indulgence à l'égard de l'Union Sud-Africaine, l'amitié avec Franco.

DE MURUROA A CROZON

Le festival a commencé en juillet et se poursuivra, nous dit-on, jusqu'en octobre ou novembre. Le gouvernement français, après d'autres, s'acharne à vouloir transformer en océan atomique celui qui, jadis, n'était, pour le bien de tous, que pacifique. Les protestations venues d'Amérique du Sud, d'Australie, de Nouvelle-Zélande, du Japon, pour ne citer que quelques régions plus particulièrement intéressées, inquiétées devrait-on dire, n'ont eu aucun effet et n'ont en rien modifié les projets élyséens. Les gaullistes ont bien dépêché quelques experts pour rassurer les "populations", mais ce n'était que pour mieux appuyer sur le bouton, le 2 juillet, à 5 h 34, et commettre ce qu'un de nos confrères a appelé "le 362° crime contre l'humanité".

Mururoa est un mot qui ne peut pas ne pas nous faire penser à Crozon et à sa base de sous-marins atomiques. A défaut d'expériences nous avons des "terrains militaires" auxquels s'ajouteront un jour,

une fois la Bretagne dépeuplée, de "grandes manœuvres" sur l'ensemble des cinq départements. La réaction de ceux qui, dans notre pays, ont de par leurs fonctions, le plus de chance de se faire entendre, demeure singulièrement timide. Ainsi on aimerait voir le chef de la communauté catholique bretonne, qui se trouve être le président de la branche française du mouvement catholique international pour la paix, souligner le danger que fait peser cette implantation militaire, imitant en cela des évêques sud-américains qui surent critiquer les essais atomiques français.

Le meilleur moyen dont nous disposons pour manifester à la face du monde notre désapprobation de la politique militariste française n'est pas de lutter un peu abstraitement contre l'armement nucléaire en général, mais de commencer, ici, en Bretagne, avec tous les démocrates, le combat contre le mal qui ronge notre pays.

R. DEBROISE.

III. UNE MENTALITE CONSERVATRICE

Le poids du passé

Un leader syndicaliste déclarait il y a deux ans : « Le malheur de la Bretagne, c'est de posséder des structures dépassées (...). C'est une histoire de conservatisme économique, de chouannerie. Dieu et mon roi, telle était la formule. Et on a maintenu les gens dans l'ignorance et la crasse, afin qu'il en soit ainsi. Regardez ce qui s'est passé en 1961. Nous avons assisté à la naissance d'un mouvement relativement violent dans le monde agricole. Mais il a suffi que l'évêque de Quimper monte en chaire et dise : "Arrêtez !" pour que cela cesse aussitôt. C'est ça notre drame : avoir maintenu volontairement des structures sociales périmées afin de sauvegarder les privilèges et l'immobilisme... » (1)

Malgré la simplification peut-être excessive des faits, ce jugement sévère incite à la réflexion. Il est incontestable que, jusqu'à ces dernières années, l'Eglise en Bretagne, — et plus particulièrement l'épiscopat, — a souvent donné l'impression de se solidariser avec les classes possédantes (2).

Le poids du passé pèse ici lourdement : puissance temporelle autant que spirituelle, classe traditionnellement dirigeante, liée à des structures sociologiques héritées d'une époque révolue, le clergé breton, dans son ensemble, est apparu longtemps moins comme un éveillé de peuple que comme un corps de fonctionnaires religieux montrant une propension marquée pour les arguments d'autorité.

Le souci d'obtenir des fidèles une parfaite docilité l'a conduit à mettre davantage l'accent sur les valeurs d'ordre et

men, suscite la discussion, développe l'esprit critique, risque de mettre en cause l'ordre établi.

C'est essentiellement la défense des intérêts temporels de l'Eglise qui soude l'alliance du clergé et des forces conservatrices ; pour celles-ci, le prêtre, en maintenant le peuple dans l'obéissance et la résignation, est un précieux auxiliaire qui vaut bien quelques sacrifices financiers en faveur des œuvres et établissements confessionnels. La sauvegarde de l'école libre est à la fois la condition et le ciment de cette alliance qui, aux yeux de maints croyants sincères, apparaît contre nature.

Même lorsqu'il ne donne aucune consigne précise, l'épiscopat breton garde, au fond, la nostalgie de l'union des catholiques sur le terrain politique et électoral, formule qui, — l'expérience le prouve, — rejoint la vieille tactique réactionnaire : "Pas d'ennemi à droite!". On comprend pourquoi, dans ces conditions, les partis démocrates-chrétiens (parti démocrate populaire avant 1939, M.R.P. depuis 1945) et spécialement leurs élus bretons ont, malgré des velléités gauchisantes au départ, toujours fini par cautionner une politique de droite (4).

Cette attitude conservatrice du clergé est renforcée par la peur des "rouges", l'assimilation du socialisme à une doctrine "pernicieuse". La gauche inspire aux milieux cléricaux une phobie qui les a toujours conduites à approuver le recours cyclique à l'homme providentiel, l'appel à la protection du sabre : l'épiscopat breton a rivalisé de zèle pour magnifier Pétain, "sauveur de la France", comme il avait chanté, en leur temps, les louanges de Napoléon III et de Mac-Mahon. Aujourd'hui, dans certains bulletins paroissiaux, de Gaulle est célébré à l'égal d'un paladin de la foi en pays infidèle, depuis qu'il a assisté à un office religieux lors de son dernier voyage en Union soviétique ! (5).

Faut-il s'étonner si, habitués depuis des générations à un comportement qui évoque moins l'attitude du citoyen que celle du sujet, tant de catholiques bretons continuent à faire confiance à un régime politique fondé sur l'autorité du chef et appelant une fidélité inconditionnelle, peu différente en somme de celle, d'ordre mystique, qui les rattache à l'Eglise ?

Bien entendu, on ne saurait généraliser. Il y a des catholiques de gauche en Bretagne, comme ailleurs. Dans le clergé, il existe des différences sensibles de mentalité entre la hiérarchie et le bas-clergé. Dans ce dernier même, on constate aujourd'hui des divergences d'opinions d'un ecclésiastique à l'autre, selon l'origine, la formation, l'âge, la fonction, le tempérament, le milieu d'apostolat : il y a bien plus que des nuances entre un vieux chanoine, lecteur assidu de *La France catholique*, et un jeune prêtre d'avant-garde, sympathisant de *Témoignage Chrétien* ; entre ce curé de paroisse d'un quartier résidentiel et cet aumônier d'action catholique ouvrière ; entre tel "bon père" enseignant dans une institution à clientèle aristocratique et tel aumônier de lycée... Ceci nous conduit à nous interroger sur les perspectives d'évolution du clergé breton.

Des perspectives d'évolution

Avec le Concile de Vatican-II, l'esprit de dialogue semble avoir, dans l'Eglise catholique, pris le pas sur l'esprit d'anathème ; le souci des déshérités paraît devoir l'emporter désormais sur les traditions triomphalistes. Il devrait en résulter, dans la pratique, et de la part du clergé en général, une meilleure compréhension des problèmes sociaux, des revendications des classes laborieuses, des minorités ethniques, des régions sous-développées, bref des aspirations de tous ceux qui — individus, familles ou collectivités — souffrent dans leurs conditions d'existence ou leur dignité. Ce nouvel état d'esprit, qui se fait déjà sentir dans le Pays Basque et en Catalogne, par exemple, où le bas-clergé remet en question certaines traditions ecclésiastiques de compromission avec le pouvoir et les classes possédantes, va-t-il gagner la Bretagne et y amorcer une évolution de l'Eglise ?

Certains signes encourageants permettent de l'espérer. Ainsi, la déclaration des "évêques de l'Ouest", — signée notam-



IFFIG

— a regardé avec intérêt la vitrine d'un photographe rennais, M. Michalowsky, où il a pu voir une série de photos très officielles des vacances bretonnes, en toute intimité, du Premier ministre, M. Pompidou ;

— est très satisfait de la reconversion dont témoigne cette série de photos, car il se rappelle d'une autre série de photos sur le factieux général Salan...

— demande une « vache » pour le maître à chanter et à danser du Cercle folklorique de Kerfeunteun (Quimper), qui apprend à ses élèves des chants en breton sans connaître la langue ;

— se demande de qui il veut se moquer : des chanteurs, des auditeurs, ou de notre langue ?...

— a été très content d'apprendre que M. Dubeout, maire de Grenoble, et M. Fréville, maire de Rennes, s'étaient rencontrés pour étudier en commun les problèmes d'accroissement de leur cité respective ;

— se demande si on a abordé les problèmes politiques et discuté des prochaines

élections législatives ;

— serait, dans ce cas, heureux de savoir lequel des deux a influencé l'autre, du maire M.R.P. ou du maire P.S.U., pour d'éventuels accords électoraux ou désistements...

— a entendu dire que les plages bretonnes étaient particulièrement surveillées par les C.R.S.

— n'est pas le seul à penser qu'il n'y en a jamais eu autant en Sud-Cornouaille.

— s'associe au passage (ne voir aucune association d'idée... pernicieuse) à son grand confrère pour offrir de "bonnes vacances à M. Pompidou"...

— s'est aussi laissé dire que sous couvert d'animation et de surveillance des plages, mon gouvernement voulait enrôler la jeunesse : « Suivez... Missoffe !... »

— a lu un reportage des *Nouvelles* sur l'Alsace, qui tendait à ressusciter le mythe de la « ligne bleue des Vosges » et de la province triplement française en perdition face aux griffes redoutables de l'aigle allemand.

— a été un peu surpris de le voir signé Job de Roince qui a du faire parti de ces vilains « autonomistes » d'avant-guerre.

— conseille vivement à ce confrère de lire l'article « Frontières », de Morvan Lebesque, dans un numéro récent du *Canard Enchaîné*.

ment par les évêques de Bretagne, — sur les problèmes agricoles (1965) montre un souci louable de réflexion sociale sur les problèmes humains posés par l'exode rural. La récente déclaration de l'épiscopat français sur la situation économique et sociale actuelle, rédigée par une commission où siégeait entre autres Mgr Favé, évêque auxiliaire de Quimper, révèle une prise de conscience des injustices les plus criantes du régime capitaliste et, en particulier, du drame des travailleurs contraints à l'émigration (6).

Plus récemment encore, Mgr Boussard, évêque de Vannes, s'est rendu sur place, à Hennebont, après la décision de fermeture des Forges, pour marquer la sympathie du clergé aux familles des ouvriers menacés de licenciement. Si l'on songe que, au début du siècle, le cardinal Labouré, archevêque de Rennes, déclarait péremptoirement à son clergé que la question sociale en Bretagne n'existait pas (sic) ; si l'on sait qu'en 1908, Mgr Duparc, évêque de Quimper, blâmait l'*Ouest-Eclair* pour s'être montré trop favorable aux revendications ouvrières lors des grèves de Concarneau, on mesure le chemin parcouru !

A l'occasion de la journée revendicative du 4 juin 1966 à Vannes, pour la défense de l'emploi dans le Morbihan, il s'est produit un fait significatif par l'esprit nouveau qu'il révèle : les élèves du grand séminaire se sont joints à ceux de l'école normale d'instituteurs en une grève de la faim, en signe de solidarité avec les ouvriers d'Hennebont. Quelques prêtres du doyenné d'Hennebont ont d'ailleurs participé à la manifestation de masse qui a rassemblé ce jour-là plus de dix mille travailleurs au chef-lieu du département. Lors de la grève générale du 17 mai, on avait déjà remarqué la présence d'aumôniers d'action catholique ouvrière à la manifestation organisée à Rennes.

Depuis quelques années, certaines initiatives révèlent une prise de conscience, dans une partie du clergé, de l'importance des problèmes sociaux se posant en Bretagne : création de "groupes d'études économiques et sociales" dans quelques établissements catholiques du second degré ; conférences et tables rondes, à l'Université d'été du *Bleun-Brug*, sur des problèmes d'actualité, notamment, en 1965, ceux qui se posent à la jeunesse bretonne ; prises de position de l'A.C.O. et de la J.O.C. dans les conflits sociaux, en particulier lors des crises de Saint-Nazaire et d'Hennebont, etc.

Ces différentes initiatives s'inscrivent d'ailleurs dans la ligne de celles prises depuis le début du siècle par des prêtres novateurs, souvent liés à l'origine au mouvement du *Sillon*, mais restés isolés et incompris (7) : ils avaient d'ailleurs été désavoués ou neutralisés par la hiérarchie, comme suspects de "modernisme", ou d'"autonomisme", ou de "socialisme". Et aujourd'hui ? Le mouvement qui pousse la partie la plus éclairée du clergé

à s'intégrer davantage dans la masse, à partager plus activement les préoccupations des classes laborieuses va-t-il se poursuivre sans coup d'arrêt, c'est-à-dire, en fait, sans "coup de crosse" épiscopal ?

Il est encore trop tôt pour répondre à cette question. Si un certain "décrochage" par rapport aux positions conservatrices du passé semble se dessiner (des prêtres et des religieux bretons ont, signe des temps, voté pour Mitterrand aux dernières élections présidentielles), bien des motifs de perplexité demeurent. Beaucoup de prêtres, chez nous, sont trop habitués à certaines méthodes de commandement pour accepter du jour au lendemain la nécessité du dialogue et encore plus celle de l'autocritique ; d'autres sont trop liés aux classes dirigeantes et aux avantages qu'elles procurent pour admettre facilement la nécessité de transformations sociales. Le problème de l'école libre, surtout, reste la pierre d'achoppement sur la voie d'une évolution à gauche.

(Suite page 4)

(1) Paul Malnoë, secrétaire général des métallurgistes C.G.T.-F.O. (interview recueillie dans *Paris-Match* lors des grèves de Saint-Nazaire en 1964, sous le titre : "Les Bretons en colère vous parlent...").

(2) Cf. *Le Peuple breton*, n° 33 (août 1966). Paul Delourme, dans "Trente-cinq années de politique religieuse ou l'histoire de l'*Ouest-Eclair*" (préface de l'abbé Trochu) (Fustier, Paris, 1936), donne également de multiples exemples de l'attitude rétrograde de l'épiscopat breton entre 1900 et 1935.

(3) « Pour que chacun reste à son rang (social). »

(4) Soutien du P.D.P. aux ministères Poincaré, Tardieu, Laval ; participation du M.R.P. aux gouvernements Laniel, Edgar Faure, Debré.

(5) Cf. notamment le supplément au bulletin paroissial de Quimerc'h, diocèse de Quimper (juillet 1966).

(6) Ce texte a été analysé ici même. Cf. J.-J. Monnier : "Demain, un clergé breton plus social ?" (*Le Peuple breton*, n° 30, mai 1966).

(7) On peut citer en particulier l'abbé Mancel, sur le plan du syndicalisme agricole ; celui des abbés Perrot et Le Bayon, qui ont travaillé à la rénovation de la langue et de la culture populaire bretonnes ; celui de l'abbé Madec, sur le plan politique, avec le journal *La Patrie bretonne* et le mouvement *Adso* (qui comptait des éléments de gauche).

ENTREPRISE DE MAÇONNERIE

TRAVAUX PUBLICS

LE TOULLEC

PLONÉOUR : Place Victor-Hugo
LE GUILVINEC : Robiner en Plomeur
Tél. 1-72

de discipline que sur les vertus, pourtant plus authentiquement évangéliques, de justice et de charité.

L'origine de cette situation remonte fort loin. Sous l'Ancien Régime, l'Eglise a sacralisé un système politico-social fondé sur la sujétion du peuple, les privilèges du clergé et de la noblesse, le bon plaisir d'un monarque de droit divin (d'ailleurs étranger à la Bretagne, depuis le traité de 1532). Lors de ses missions en Basse-Bretagne, le Père Maunoir prêcha déjà la soumission au pouvoir et incita à la contrition les paysans insurgés, ces "Bonnets Rouges" qui avaient pris les armes en 1675 contre le roi de France, pour la défense des libertés bretonnes et l'abolition des droits seigneuriaux.

Pendant des siècles, on a inculqué aux Bretons, du haut de la chaire, le respect craintif de l'autorité, la résignation à leur sort, l'acceptation des inégalités et des injustices. Ainsi a été introduite, chez un peuple longtemps réputé pour sa fierté et son indépendance, une mentalité faite de conformisme, de passivité, de fatalisme, dont on mesure aujourd'hui combien elle a retardé chez nous la formation d'une véritable opinion publique, le développement de l'esprit démocratique, la réalisation des conditions du progrès économique, social et culturel.

Sans doute, les temps ont changé : on ne récite plus, dans les églises et les chaumières de Basse-Bretagne, la prière "evit ma chomo pep hini en e renk" (3) ; on n'agit plus la menace de la damnation éternelle pour imposer le respect des pouvoirs "légitimes" ; récemment, même, les "classes" pour les cérémonies religieuses ont été abolies. Mais certaines attitudes mentales du passé n'ont pas disparu. Là où domine l'influence du clergé et des grands propriétaires (notamment dans le pays gallo), la vie démocratique est à peu près nulle : partis politiques, clubs, journaux d'opposition se heurtent à une méfiance non déguisée, comme tout ce qui implique le libre exa-

Pour résoudre vos problèmes

- de fiscalité
- de contentieux juridique
- Etudes financières

adressez-vous à

Joseph Moreau

59, avenue de la Gare

29 S - CONCARNEAU

B. P. 96

Menaces sur la pêche

(Suite de la première page)

Car tout ceci revient à déterminer une baisse artificielle du prix du poisson et à précipiter la fermeture des usines sur le littoral. Et ce n'est qu'un premier pas. On amorce ainsi la libération complète des échanges qui peut amener une faillite de la pêche bretonne si des précautions élémentaires ne sont pas prises. Et les faits prouvent bien qu'on ne cherche pas à en prendre.

DES MINISTRES PEU SÉRIEUX

De deux choses l'une : ou cette attitude de nos gouvernants est consciencieuse et, dans ce cas, c'est de la malhonnêteté et une injustice à l'égard de la pêche maritime en général et des Bretons en particulier. Ou bien elle est inconsciente et on en déduit qu'une fois de plus il n'y a que la France éternelle pour se choisir des ministres aussi inaptes.

Nous pouvons par ailleurs dégager un certain nombre de constatations à la lumière de ces événements :

— Le personnel politique n'a pas toujours l'autorité nécessaire pour défendre le point de vue qu'il croit juste : ainsi, M. Pisani, aidé de la Marine marchande, n'a pas fait le poids devant le super-ministre Debré.

— Les élus locaux, pour ne parler que des U.N.R., ont fait preuve une fois de plus d'incohérence : M. Miossec ne marchait-il pas en tête du défilé de Quimper ? Il est vrai qu'il lui est plus facile de désavouer le gouvernement dans sa conscription qu'à l'Assemblée nationale. Et puis, de toute façon, la démocratie gaulliste dérogerait en posant le problème devant les députés.

— Le manque de cohésion des milieux professionnels est apparu une fois de plus au grand jour, étant donné la diversité des catégories sociales peu solidaires, mal

PATERNALISME D'ESTHÈTE

Qui donc s'est plaint du manque d'implantations industrielles en Bretagne ? A côté d'une industrie des objets pittoresques (faux vieux coffres, fausses "statues d'églises", souvenirs de tout acabit), on voit fleurir de plus en plus sur nos côtes une industrie du pittoresque vivant.

A Brignogan, on cite le cas de deux clochards qui offrent aux touristes, contre argent comptant, la vision de leur pittoresque dépenaillé et un coup d'œil sur la mer par une vieille lorgnette. Dans la plupart des ports fréquentés par les touristes, on peut s'offrir à la pêche en mer et s'offrir la satisfaction d'une "intégration au milieu" par de vieux lousps de mer typiques et désœuvrés qui font mentir le lieu commun d'après lequel le Breton est fermé aux étrangers. Cette volonté de s'intégrer à tout prix est surtout le fait d'"intellectuels", qui n'ont de cesse que d'avoir compris par "le dedans" le pays où ils estiment, et qui aiment à étendre l'exotisme jusqu'à un exotisme de classe. La sympathie paternaliste de ces amoureux de la Bretagne ne trouve-t-elle pas un stimulant dans le plaisir qu'il y a à froter sa culture contre la nature fruste des indigènes ? Elle va même dans certains cas jusqu'à les rebaptiser plaisamment. Ainsi, à St-Guénolé, un vieux marin se voit affublé par un de ces touristes du nom de "Tonton la Godaille".

Dans ces conditions, l'adoption par un milieu de marins pêcheurs d'un professeur et d'un commerçant des villes, déjà bien improbable en temps normal, semble tout à fait impossible. Il n'aura donc malheureusement pas l'occasion de se défaire de sa tendance à juger la Bretagne par le côté gros rouge, tabac à priser et casquette crasseuse de ses initiateurs complaisants.

Le plus triste, c'est que personne — ou presque — ne s'offusque de cette situation : des hommes tirent leurs principaux moyens de vivre de leur déchéance, que certains jugent pittoresque. Cela n'est pourtant pas nouveau. Tanguy Malmanche, dans la préface de sa vie de Saladin (1926), ne parle-t-il pas d'une « sorte de phénomène local, méprisé des uns et moqué des autres... De temps à autre, de bons Bretons, fiers de leurs gloires nationales, amènent dans son taudis quelque Américain de passage, et ce sont les bonnes journées pour lui, car il y gagne de quoi dîner. »

Est-ce un hasard, que l'on trouve un de nos "lousps de mer" prostitués assimilé ici, par une comparaison de T. Malmanche, au théâtre breton du siècle dernier ? Non, cela est significatif d'une situation générale : l'obligation où se trouve la Bretagne de surenchérir au snobisme de l'antique, de l'exotique, du typique. Dans son théâtre, longtemps abandonné à un celtisme décadent, dans son peuple dont elle laisse se construire une image type d'après les éléments peut-être les plus pittoresques, en tout cas nullement les plus représentatifs, et dans la plupart de ses manifestations culturelles. Ne pouvant guère se montrer difficile quant aux moyens de s'enrichir, elle doit utiliser commercialement son pittoresque jusqu'à la corde, et souvent dans ce qu'il a de plus douteux. Du moins aurait-elle la satisfaction d'exploiter un snobisme, s'il s'agissait seulement de snobisme...

Réduire un pays à ce qu'il y a de plus figé (folklore conservé plutôt que vivant, vieilles coutumes...), de façon à ce qu'il devienne quasiment un mythe, une vieille gravure — qui n'a plus de raison d'être que le plaisir des yeux — quand ce n'est pas une caricature, et par là réduire ses éléments vivants à s'écouler dans le vaste hexagone pour y exercer leur activité...

Plutôt que de snobisme, Albert Memmi parlerait ici d'un mécanisme original de colonisation : l'étouffement d'un peuple par un paternalisme d'esthète.

Hélène KERVILLA.

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES



COTES-DU-NORD. — Le problème des communications reste important pour l'intérieur de ce département appartenant à la Bretagne centrale, même si des tronçons de ce qu'on appelle pompeusement "l'autoroute" du centre sont ouverts à la circulation. La ligne ferroviaire de la Bretagne centrale mise à voie normale est un moyen de communication plus vital que ces tronçons. On se rappelle les promesses faites au sujet de la mise à voie normale de cette ligne au moment de la bataille du rail... Depuis, le gouvernement a toujours opposé une fin de non-recevoir, malgré de nombreuses manifestations, pétitions et démarches. Une nouvelle démarche sera tentée au début octobre auprès de M. Pisani par des sénateurs et parlementaires du département.

FINISTÈRE. — « Je suis persuadé que, pour la Bretagne, le plus dur est passé », telle a été la formule d'adieu de M. Pompidou après son séjour en Sud-Cornouaille. N'aurait-il reçu pendant son séjour que des lettres d'un optimisme de commande ? On rapporte pourtant que, pendant son séjour, il reçut une moyenne de vingt lettres où lui étaient exposés les problèmes de la Bretagne. De quoi être inquiet ?

Si le problème de la mise à voie normale de la ligne ferroviaire de la Bretagne centrale continue d'inquiéter, en Sud-Cornouaille c'est le projet de suppression de la ligne Quimper-Douarnenez : un Comité de défense de la liaison S.N.C.F. Quimper - Douarnenez vient d'être créé.

ILLE-ET-VILAINE. — Alors qu'on continue à parler de l'extraordinaire développement de

Rennes, les problèmes qui se posent à l'agglomération rennaise sont de plus en plus graves, notamment en raison de la politique de restriction de l'autonomie budgétaire des grandes villes. Nous avons souligné dans le numéro d'août la fermeture prochaine de l'usine Sonoral de Montreuil-sur-Ille, à proximité de Rennes ; ajoutons que la direction du trust Henz-Cargyll semble se refuser à prolonger d'un an la vie de cette entreprise. A côté de l'expansion rennaise, il y a des points noirs. Point noir particulièrement sensible après un bel été : la présence d'une seule piscine pour une ville de 180 000 habitants ! Le beau projet d'une piscine olympique à Bréguigny ne semble pas, en outre, prêt de se réaliser.

LOIRE-ATLANTIQUE. — Une étude de géographie humaine vient d'être publiée sur la région entre Loire et Vilaine (cantons du Croisic, de Guérande, d'Herbignac, de Saint-Nazaire, de Pont-Château, de Savenay). Cette étude montre l'importance d'un mouvement d'immigration en provenance de la Bretagne intérieure vers cette région, mais aussi une forte émigration en dehors du cadre naturel : 10 000 personnes entre 1954 et 1962. Sur le plan de l'emploi, on ne peut qu'être inquiet pour l'avenir : à la main-d'œuvre qualifiée qui ne trouve pas toujours d'emploi, s'ajoutent 3 500 jeunes en 1967.

MOR-BIHAN. — Comme les autres départements bretons, le Mor-bihan risque d'être affecté par les suppressions de lignes secondaires décidées par la S.N.C.F., notamment la suppression de la ligne Pontivy - Saint-Brieuc, qui va accroître l'isolement des cantons du nord du département.

Clergé et Bretagne

(suite de la page 3)

Quand il s'agit d'innovations, les évêques bretons donnent souvent l'impression de suivre le reste de l'épiscopat plus qu'ils ne le précèdent (quand ils ne sont pas nettement en retrait, comme Mgr Le Bellec qui, il y a trois ans, a formellement déconseillé aux prêtres de son diocèse de délaissier la soutane pour la tenue de clergymen !). Au Concile, à l'exception d'une intervention de Mgr Gouyon, archevêque de Rennes, en faveur de l'abandon par l'épiscopat de certains signes d'apparat, ils ne se sont pas signalés par une attitude d'avant-garde. Ils ont laissé à un confrère d'outre-Couesnon, Mgr Guilhem, évêque de Laval, l'initiative courageuse de condamner la folie des armements atomiques et à d'autres prélatés de divers continents le soin de dénoncer les collusion de l'Eglise avec les possédants.

La sollicitude de Mgr Boussard pour les ouvriers d'Hennebont n'est pas allée jusqu'à le décider à participer ni même à se faire représenter à la manifestation du 4 juin à Vannes. Faut-il rappeler que l'évêque de Fréjus n'avait pas hésité, quant à lui, à participer en personne à la marche des ouvriers de La Seyne sur Toulon et que l'archevêque d'Aix-en-Provence n'avait pas craint de prendre lui-même la parole au meeting organisé à Marseille par les ouvriers de Port-de-Bouc ?

La prudence des évêques de Bretagne, quand il s'agit de se compromettre avec les ouvriers et les paysans bretons en lutte pour la défense de leur gagne-pain, contraste avec le zèle et l'énergie que déploient ces mêmes évêques pour la

sauvegarde de l'école libre. Ils ont opposé, jusqu'ici, un veto formel aux concessions que, moyennant certaines compensations, leurs collègues de l'épiscopat français étaient disposés à faire en ce domaine. Est-ce du moins en tant que Bretons, et parce que Bretons, qu'ils ont adopté cette position intransigeante ? Certainement pas, puisque, sur nos cinq évêchés, trois ont des titulaires non-Bretons et que le plus grand défenseur de l'école confessionnelle était, jusqu'à sa mort en 1964, le cardinal Roques, archevêque de Rennes, originaire du Languedoc ! (8)

En Haute-Provence, récemment, des prêtres ont dénoncé le danger des installations atomiques à caractère militaire, et cela par solidarité avec les populations menacées ; un religieux de l'Ordre des Dominicains a même pris la parole lors d'une manifestation populaire contre ces implantations !

Et en Bretagne ? Quelle a été l'attitude du clergé devant ce même danger, notamment lors de l'affaire de la presqu'île de Crozon ? Cette question soulève un problème qui nécessite une analyse approfondie : celui de l'emprise du stato-nationalisme français sur le clergé breton.

(A suivre.)

Jean THOMAS.

(8) En réalité, c'est surtout le problème des vocations religieuses (également invoqué par l'abbé Laudrin, député de Pontivy, pour approuver l'interdiction du film *La Religieuse* par le ministre Bourges) qui justifie, aux yeux des évêques de Bretagne le maintien des écoles libres, et nullement la sauvegarde de la personnalité bretonne.

COURRIER DES LECTEURS

Nos correspondants doivent préciser quand ils veulent que leur nom soit mentionné. Nous remercions vivement ceux qui nous écrivent.

— Que les primitifs bretons aient pu croire aux prétendues vérités dont fait état le centralisme parisien, on le conçoit sans peine ; mais que les Bretons instruits en fassent de même, de nos jours, voilà qui dépasse l'entendement.

En ce qui concerne le fondement même des diverses vérités parisiennes et autres, il est juste de reconnaître, à la décharge de nos aïeux, que, dans le passé, il était difficile d'y voir clair, tant l'ignorance était grande.

Il n'en est plus de même maintenant. Aussi peut-on dire que, si tous les Bretons étaient instruits de leur Nation, réalisée depuis des siècles, il n'y aurait plus que des Bretons en Bretagne.

C'est uniquement parce qu'ils s'interdisent le jeu de leur critique en matière politique, que trop de Bretons — et non des moindres — sont restés fidèles, de nos jours, aux dogmes qu'on leur a

enseignés depuis leur enfance.

Que ne réfléchissent-ils ? Que ne cherchent-ils à voir les choses telles qu'elles sont et non plus telles qu'on les leur montre pour en tirer profit ? S'ils le faisaient, la réalité éclaterait à leurs yeux et, de colonisés qu'ils sont aujourd'hui, ils deviendraient des hommes libres, heureux d'être enfin débarrassés des contraintes étrangères.

Tant qu'ils ne feront pas cet effort élémentaire, ils vivront dans l'anachronisme sans se douter du retard qu'ils ont sur leur temps.

Les temps sont venus de le faire dans leur propre intérêt comme dans l'intérêt général.

Puissent-ils s'amener à une plus exacte compréhension du monde, avec tout ce que cela implique de conséquence heureuse pour eux.

L'U.D.B. contribue pleinement à l'acheminement vers une telle compréhension. — M. Morvan (Paris).

CABINET

Le Berre et Plumereau

29, place de la République - B.P. 29
29 S - PONT-L'ABBÉ - Tél. 273

Crédits à la Construction
Transactions immobilières
— et commerciales —
Rédaction d'actes S.S.P. - Baux
Locations

informées, surtout habituées à confronter des intérêts divergents (qu'il ne faudrait d'ailleurs pas sous-estimer ni ignorer).

FRONT COMMUN

Et pourtant, une alliance tactique est apparue, car il est évident que la lutte pour l'existence concerne aussi bien les marins et armateurs que conserveurs et mareyeurs. Et ce n'est pas le résultat le plus négligeable quand on considère l'individualisme acharné de certains.

A ce propos, nous devons souligner l'attitude constructive de la C.G.T. qui, en la personne d'Echardour, a su replacer le problème dans son véritable contexte économique breton (Forges d'Hennebont, Réseau breton, etc.), lors de la réunion de préparation à cette manifestation du 8 juillet.

A l'inverse, il est difficile de ne pas rire lorsque des élus U.N.R. complexés, une C.F.D.T. perdue dans son Ouest profond ou un président de Chambre de commerce en mal de clientèle électorale, commentent les événements en se faisant passer pour les principaux organisateurs, alors qu'ils n'assistaient même pas à la réunion dont nous parlons. N'a-t-on pas vu en effet M. Morizo disperser la manifestation en déclarant, tel Mac Arthur : « Et, s'il le faut, nous reviendrons ! » ?

Hélas ! il faudra revenir, car il en faut plus pour arrêter un Debré.

Michel GUILLERM.

BOIS

Société J. LE GARS

Tél. 0.97 Quimper